L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 9 SEPTEMBRE 1868. Entre les rues Bienville et Conti.

DEPUIS & LEREY,
PROPRIÉTAIRES-GÉRANTS.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.
Par an, $16; par semestre, $8; par trimestre, $4.
Prix d'un exemplaire, 10 centins.

EDITION BI-HEBDOMADAIRE.
Paraissant le Mardi et le Samedi:
Par an, $5; Par semestre, $3.

PARIS D'ANNONCES.

Les annonces transitoires, placées à tous les rôle dans les diverses parties du journal, paieront $1 50 le carré pour la première insertion, et 75 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.

Les annonces permanentes du page éditoriale paieront $1 50 le carré pour chaque insertion.

Les annonces publiées par intervalles, paieront comme annonces nouvelles pour chaque insertion.

Les annonces au mois, dans la page éditoriale, paieront $20 par mois et au terme par mois.

Les personnes faisant régulièrement et ouvrent des annonces auront, sur les prix indiqués ci-dessus pour les annonces transitoires, tel escompte qu'il sera convenu avec elles; mais dans aucun cas cet escompte ne dépassera 25 pour cent.

Toutes les réclames d'une nature d'affaires paieront 20 cents par la ligne pour chaque insertion.

Toutes annonces mentionnées doit être payée d'avance.

Les annonces dont le nombre d'insertion ne sera pas indiqué seront publiées en bloc.

Les changements des annonces doivent régulièrement des annonces leur soient envoyés à bureau de chaque mois.

NOUVELLE-ORLEANS:
MERCREDI MATIN, 9 SEPTEMBRE.

Candidatures de la Démocratie Nationale.

POUR PRESIDENT:
HORATIO SEYMOUR,
DE NEW-YORK.

POUR VICE-PRESIDENT:
FRANK P. BLAIR,
DU MISSOURI.

Electeurs pour l'Etat en général:
EX-GOUVERNEUR R. C. WICKLIFFE,
de Comté Félicien.
ISAIAH GARRETT,
de Ouachita.

Remplaçants:
JAMES P. FRERET, de Jefferson.
JUGE J. N. LEA, d'Orléans.

Electeurs de District:

1er District Congressionel	.....	A. SABBOLA.
2me " "	.....	M. B. READY.
3me " "	.....	A. B. HERROD.
4me " "	.....	A. DeBLANC.
5me " "	.....	H. D. COLEMAN

Remplaçants:

1er District Congressionel	.....	P. PEARSON.
2me " "	.....	GEO. W. RACE.
3me " "	.....	H. KENNARD.
4me " "	.....	E. N. CULLUM.
5me " "	.....	W. P. BLACKMAN.
		J. M. BRIGHAM.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails et l'heure, voir aux annonces.

Par le shérif, à 3 heures de cet, à son entrepôt, rue Ste Anne, entre Royale et Bourbon—un wagon à charroyer le coton, un lot de fer et un lot d'étain, &c.

Par J. Dejan, à 11 heures, au nouveau marché d'en, rue ou Grarier No 108, faub Carondelet—un grand lot de meubles.

Par Gabriel Léonard, à 10 heures du matin, à son magasin d'ameublements, rue du Char ne—bottes, souliers, chaussons et linge fait.

Par Hoffman, Marks & Co, au No 34 de la rue de Chartres—marchandises sèches et fabrile.

Par D. E. Murphy, sur la levée, au pied de la rue Lafayette—foin, à un No 70 de la rue Nouvelle Levée, fardeau; à l'entrepôt Bubin, rue French, farine.

Accident aux compagnies de sauvetage chez M. Bruneau Turpin, 59 Vieille-Levée.

ATTENTION.

Le Shérif procédera aujourd'hui, à 5 heures P. M., à son entrepôt, rue Ste-Anne, entre cette Rue Royale et Bourbon, Deuxième District, à l'adjudication d'un wagon à charroyer le coton, un lot de fer et un lot d'étain.

Annonces Politiques.

Le prix d'insertion des annonces politiques doit INVARIABLEMENT être acquitté d'avance dans nos bureaux.

Encore une Expulsion.

Le prestolé réparation de la Législature par la majorité radicale continue sans relâche. On peut prévoir qu'avant la fin de la session qui, il est vrai, menace de se prolonger jusqu'à l'année prochaine, il ne restera plus un seul membre démocrate dans les deux Chambres. Le paroisse d'Orléans a eu l'audace d'élire deux démocrates et des représentants conservateurs qui osent dénoncer et contrecarrer les grosses et les petites vilenies, plus ou moins lucratives pour leurs auteurs, que se permettent messieurs les carpet baggers; ceux-ci ont donc trouvé moyen de mettre ordre à cela.

Les procédés pour remplacer les démocrates par des radicaux varient, mais le résultat est toujours le même. Tantôt on prétend qu'il y a erreur dans les retours d'élection, et des mathématiciens de premier ordre qui savent peut être faire leur trois sont chargés de refaire les additions de façon à donner la majorité aux candidats radicaux. Une autre fois, on trouve un ou deux témoins faibles ou complaisants qui attestent des fraudes effroyables, les témoins se rétractent le lendemain, et on s'empare sans autre rapport fondroyant du comité de démocrate qu'on prétend être par fraude et expulsé et son siége donné à son concurrent.

Cette fois, il s'agit d'un nouveau mode d'expulsion. M. Frank Borge, démocrate, avait été déclaré, par l'autorité militaire, élu comme représentant d'un district de la paroisse d'Orléans. Sa majorité était de plus de 200 voix, et trop peu pour qu'on pût décidément l'attaquer. De fraude il ne pouvait être question, les témoins eussent chez on devient rares. On a donc imaginé de contester l'élection de M. Borge sous prétexte qu'il a été enregistré sur les livres de Butler comme citoyen des Etats-Unis. On sait ce qu'était cet enregistrement, tandis que chaque nouveau nom faisait une voix de plus au parti radical, on en supprimait les noms de ceux qui étaient connus pour être démocrates. Le chiffre de ces suppressions s'élève à plus de 20,000. Il n'est pas étonnant que, dans ces conditions, le démocrate qu'on prétend élu par fraude ait expulsé et son siége donné à son concurrent.

Cette fois, il n'agit d'un nouveau mode d'expulsion. M. Frank Borge, démocrate, avait été déclaré, par l'autorité militaire élu comme représentant d'un district de la paroisse d'Orléans. Sa majorité était de plus de 200 voix, et trop peu pour qu'on pût décidément l'attaquer. De fraude il ne pouvait être question, les témoins eussent chez on devient rares. On a donc imaginé de contester l'élection de M. Borge sous prétexte qu'il a été enregistré sur les livres de Butler comme citoyen des Etats-Unis. On sait ce qu'était cet enregistrement, tandis que chaque nouveau nom faisait une voix de plus au parti radical, on en supprimait les noms de ceux qui étaient connus pour être démocrates. Le chiffre de ces suppressions s'élève à plus de 20,000. Il n'est pas étonnant que, dans ces conditions, le démocrate qu'on prétend élu par fraude ait expulsé et son siége donné à son concurrent.

Le seul moyen de révolution pénible que nous assigne l'histoire. Méditez le gouvernement à l'impéraissance et à la pauvreté du lui refusant péremptoirement les subsides qu'il demande, et vous l'amenez à des concessions, et vous ne le ramenez pas. Dans le cours de notre existence nationale, le peuple anglais a marché avec ce principe, et arrachéd un à un à ses rois et à ses ministres, chacun de ses vieux privilèges, et obtenu de nouvelles concessions. Aujourd'hui, grâce la plus effrayante qu'on puisse faire à l'opposition d'agir.

Pas d'argent pas de saisse—Quand cet avis est adressé aux dépositaires du peuple, qu'il leur a mis dans les mains pour voté et dans les ordres, qu'il se sont décidés à le saisir et à l'exécuter, les Radicaux n'auront plus qu'à rendre les armes; nous serons immédiatement, la législature radicale, l'audacieux radical, les constitutionnels et les jugés radicaux à quatre pattes de demandant pardon. Ils n'ont l'ancien moyen pour forcer le peuple à payer les taxes qu'ils soutiennent au pouvoir, et si la question était portée devant une cour compétente, il n'y a pas l'ombre d'un doute que la position des contribuables serait soutenue. Le gouvernement actuel n'écroulerait, et il ne resterait plus à la population blanche, entre les chaînes de l'Etat de la Louisiane et de Sud qu'à reconstruire leurs Etats, sur les bases de la Constitution de 1789 et à envoyer des Sénateurs et des Représentants au Congrès où ils seront accueillis.

Voilà notre seule planche de salut—Il est bon de compter sur les anciens conservateurs du Nord, mais il vaut mieux compter sur nous mêmes, et être les propres artisans de notre fortune. De cette façon l'ouvre sera plus solide et faite de meilleurs matériaux. Chaque fois que les intérêts de l'Etat seront conservateurs du Nord sont un jeu et ne viennent pas en conflit avec les nôtres, nous pouvons sûrement, et il est de bonne politique de le faire, les laisser décider des questions du moment, parce qu'alors nous bénéficions du résultat sans éveiller sa jalousie et sa crainte de nous voir regagner notre ancien ascendant. Mais quand nous sommes les seuls intéressés, il y aurait folie de laisser à d'autres le soin infiniment délicat de nos affaires et d'agir en parfait d'autrui dans ces magasins. La mesure a eu bon effet.

L'ENREGISTREMENT DES ELECTEURS.—Nous publierons dans un de nos plus prochains numéros le texte du bill d'enregistrement récommandé voté par la Législature. Ce bill contient le texte des conditions à remplir et des serments de toute espèce à prêter pour être électeur. La Convention d'Etat, qui se réunit le 20, devra tracer à ce sujet une ligne de conduite à tous les citoyens et décider si ceux-ci doivent prendre le serment de palinodie dans le cas où cela est nécessaire pour qu'ils puissent exercer leur droit de vote.

SPIRIT OF 68.—Le Club *Democratic Spirit of 68* se réunira ce soir, à 7 1/2 heures, rue des Bons-Enfants, entre Champs-Elysées et Marigny. On compte sur l'exactitude des membres. Voir plus loin l'annonce de convocation.

BELMONT LEGION.—Ce club est réuni ce soir, à 7 heures et demie, à l'Hôtel St-Louis. Il sera harangué par l'honorable J. B. Eustis.

DÉSINFECTANTS POUR CLARIFIER LE SUCRE, ET PRODUITS CHIMIQUES.—La maison Kearny, Blois & Co, 62, rue des Magasins, vient de recevoir une quantité de chaux du cap Ste-Geneviève, et du charbon à clarifier le sucre, ainsi que des produits employés à la même époque. On trouvera également dans ce magasin tous les produits utiles aux habitants sucriers ou cotonniers. Voir l'annonce.

LOUISIANE.

De tous côtés les démocrates s'organisent dans les paroisses, et ils s'occupent activement d'éclairer les affranchis sur les questions politiques du jour. La propagande prend une grande extension et promet d'éclaircir rapidement les rangs du parti radical.

Dimanche dernier il y a eu lieu à la maison de Coar de St-Jacques une réunion d'électeurs sans distinction de couleur. La fonte a été la harangués par le colonel Alfred Roman, dont l'argumentation serrée a fait naître une vive impression sur son auditoire. Un homme de couleur nommé Johnson, qui l'année dernière était l'âme du parti radical dans la paroisse et qui est aujourd'hui converti à la démocratie, a pris ensuite la parole. Ce meeting a été suivi par un meeting radical. La lutte est engagée entre les deux partis avec la plus grande énergie, et on prédit que dans quelques jours de terrain.

Voici le compte-rendu d'un autre meeting qui a eu lieu le même jour dans une paroisse voisine. Il nous est communiqué par M. Ch. Lonque qui était présent à la réunion.

Dimanche dernier 6 septembre, à 4 heures P. M. a eu lieu dans la paroisse St Jean-Baptiste, un assemblée démocratique. Quelques coups de canon en ont annoncé l'ouverture. Environ trois ou quatre cents personnes, parmi les quelles on remarquait un petit nombre de gens de couleur, y ont assisté. M. B. S. Labranche a présidé le meeting et a présenté MM. Gentil et Poché qui ont harangué l'assemblée.

Les orateurs démocrates ont successivement fait valoir les raisons pour lesquelles les gens de couleur doivent abandonner le parti radical et se démocratiser et accorder leur vote à ce parti. Des résolutions approuvant les nominations de Seymour et Blair ont été unanimement adoptées.

Après l'ajournement de ce meeting, les radicaux qui s'y étaient joints, se sont retirés chez M. Vigo pour prendre le thé. Là, M. Vigo, juge de la paroisse St Jacques, et Richard Blue, homme de couleur de la paroisse St Jean Baptiste, qui s'étaient rendus à la réunion démocratique, ont harangué les orateurs démocrates. M. Oubre a montré peu d'éloquence, ce qui n'a surpris personne. Quant au *preacher* Richard, après avoir publiquement accordé son approbation à la politique radicale, il a dit que ne pouvant faire la distinction entre le mot Radical et le mot Démocrate, il s'en tenait à voter pour le parti parce que le juge de ce candidat lui paraissait plus *prounittant* que celui de Seymour. Le meeting après avoir écouté cet *intelligent preacher* a été dissous. Nous pouvons toutefois dire que le parti Démocrate a fait des progrès dans la paroisse St Jean-Baptiste et qu'il n'y a pas de reconnaissance, une majorité démocratique peut y être obtenue.

Un club démocratique a aussi été formé, sous le nom de Seymour & Blair Club, composé de tous les blancs de la paroisse.

Le refus de l'impôt.

Nous recevons d'un contribuable de St Martinville une communication importante au sujet d'une suggestion que nous faisions dernièrement dans un de nos articles, et relative au refus de l'impôt comme moyen de résister aux mesures iniques ou oppressives du gouvernement d'Etat. La question soulevée par nous et recueille avec tant de faveur par notre estimable correspondant, a déjà été discutée par quelques uns de nos confrères de la ville, et notre intention n'était pas de la laisser de côté.

Une convention d'Etat est convoquée pour la fin du mois, et nous pensons que ce sera là une occasion favorable pour arriver à un concert d'action sur cet important sujet. Nous nous réservons donc de le traiter, à cette époque, avec tous les développements qu'il comporte. En attendant, nos amis des paroisses ne doivent pas perdre de vue qu'il faut patienter et garder du temps jusqu'à l'élection présidentielle. c'est là un point capital.

St.-Martinville, 1er septembre 1868.

M. l'Editeur,

Il y a quelques jours, la partie française de l'*Abeille* de la Nouvelle-Orléans contenait un article très habile, auquel la presse qui y général n'a pas accordé le tribut d'attention qu'il méritait. Exposant les mesures outrageantes de l'administration radicale, il conseillait au peuple un système de résistance des plus efficaces, en refusant de payer les impôt. Le bill de la Police Métropolitaine, récemment mis en usage qui oblige les conseils de ville de la Nouvelle-Orléans, de Carrollton, de Jefferson et autres municipalités, à pourvoir au maintien et à l'entretien de la police établie par la Législature. Il est évident qu'un refus de la part de ces corporations ou de leurs habitants d'imposer ce pouvoir tant à l'entretien de la police, qu'à celui de l'armée, forcerait le gouvernement à une "retire morte" sur le régistre des entités, et que, si le peuple entier de l'Etat adoptait ce mode de résistance nous serions bien vite débarrassés de cet infâme gouvernement de "carpet-baggers" qui fait la honte de la population blanche de l'Etat. Le bill de milice, les lois égalitaires des écoles et toute cette législation agressive et humiliante, pour notre propre et notre honneur, deviendraient, d'ambiés, d'une exécution impossible—et c'est là un résultat que nous devons ardemment désirer.

Nous, le peuple de la paroisse St Martin, la paroisse *blanche, par excellence*, de l'Etat, quoiqu'elle n'en soit pas fort volontairement, avant et pendant la guerre, sommes maintenant disposés à ne pas payer nos taxes d'Etat, et à couper ainsi les vivres qui doivent infailliblement nourrir la vermine des radicaux. Mais, sauf l'action d'un principe, notre action n'aurait aucun résultat pratique, et ces mesures n'atteint adoptées que dans quelques parties isolées de l'Etat. Ce que la nécessité du moment exige, et ce qui ne manquera pas de jeter la consternation dans le cœur et la poche des radicaux et des fonctionnaires nègres, c'est une mesure concertée et unanime du peuple de la Louisiane et de tout le Sud, et faire ne peut, de refuser de payer une taxe inconstitutionnel illégale et inconstitutionnelle et qui ne sert qu'à river les fers qu'on lui a mises.

Que ce système d'action soit vigoureusement défendu dans vos colonnes, avec un style énergique qui fait vibrer la corde du bon sens et de la raison dans le cœur des masses—quelque ne soit pas une simple note accompagné de bonnes raisons que vous leur donniez une fois pour ne plus en parler, mais répétez-le encore et encore, jusqu'à ce que vous ayiez acquis la conviction qu'elles sont trop lâches pour agir, et abîtient le sort qu'on leur impose. Mais ce dernier résultat n'est pas à craindre, et je sens certain que vos appels trouveront un écho dans le cœur de tous.

C'est le seul mode de révolution pacifique que nous assigne l'histoire. Méditez le gouvernement à l'impéraissance et à la pauvreté du lui refusant péremptoirement les subsides qu'il demande, et vous l'amenez à des concessions, et vous ne le ramenez pas. Dans le cours de notre existence nationale, le peuple anglais a marché avec ce principe, et arraché un à un à ses rois et à ses ministres, chacun de ses vieux privilèges, et obtenu de nouvelles concessions. Aujourd'hui, grâce la plus effrayante qu'on puisse faire à l'opposition d'agir.

Pas d'argent pas de saisse—Quand cet avis sera donné aux dépositaires du peuple, qu'il leur a mis dans les mains pour voté et dans les ordres, qu'il se sont décidés à le saisir et à l'exécuter, les Radicaux n'auront plus qu'à rendre les armes; nous serons immédiatement, la législature radicale, l'audacieux radical, les constitutionnels et les jugés radicaux à quatre pattes de demandant pardon. Ils n'ont l'ancien moyen pour forcer le peuple à payer les taxes qu'ils soutiennent au pouvoir, et si la question était portée devant une cour compétente, il n'y a pas l'ombre d'un doute que la position des contribuables serait soutenue. Le gouvernement actuel n'écroulerait, et il ne resterait plus à la population blanche, entre les chaînes de l'Etat de la Louisiane et de Sud qu'à reconstruire leurs Etats, sur les bases de la Constitution de 1789 et à envoyer des Sénateurs et des Représentants au Congrès où ils seront accueillis.

Voilà notre seule planche de salut—Il est bon de compter sur les anciens conservateurs du Nord, mais il vaut mieux compter sur nous mêmes, et être les propres artisans de notre fortune. De cette façon l'ouvre sera plus solide et faite de meilleurs matériaux. Chaque fois que les intérêts de l'Etat seront conservateurs du Nord sont un jeu et ne viennent pas en conflit avec les nôtres, nous pouvons sûrement, et il est de bonne politique de le faire, les laisser décider des questions du moment, parce qu'alors nous bénéficions du résultat sans éveiller sa jalousie et sa crainte de nous voir regagner notre ancien ascendant. Mais quand nous sommes les seuls intéressés, il y aurait folie de laisser à d'autres le soin infiniment délicat de nos affaires et d'agir en parfait d'autrui dans ces magasins. La mesure a eu bon effet.

HÔPITAL DE CHARITÉ.—Le bureau des administrateurs radicaux de cette institution a décidé que dorénavant tous les malades y seraient reçus sans distinction de couleur.

AFFAIRE SCHWARTZ.—Accusé par G. F. Sulpice d'avoir obtenu frauduleusement $25 de M. C. Dubanel, Schwartz a été traduit devant le recorder Genticel. M. Dubanel l'accuse encore d'avoir obtenu de lui $75 par fraude. Le prévenu, qui est un jeune homme de bonne apparence, s'est avoué coupable sur les deux chefs et a été renvoyé devant la Cour criminelle.

FEU.—Le feu a été mis, lundi soir, à la résidence de M. George Whomaker, rue Morales, entre les rues Louise et Clouet, par des personnes inconnues, mais il a été découvert à temps pour en arrêter les progrès.

BIJOUTERIE VOLÉE.—Un nommé O'Manford a été arrêté sur la plainte de Fred. Weiger qui l'accuse d'avoir reçu des articles de bijouterie dérobés qu'il a vendus 40 cts. Environ.

UN CAS D'ENLÈVEMENT.—Hier, un warrant a été lancé contre Mme Mary Stoore, accusée par Mme Wells d'avoir enlevé sa fille Jennie, âgée de 15 ans. Un mandat a été lancé et Mme Stoore aux plus odieux motifs. Jennie, enceinte, refuse de la quitter, et l'officier envoyé pour la chercher n'a pas pu la trouver. Sa mère dit que la jeune fille qui l'a prise tient aux maisons de prostitution.

MARCHANDISES VOLÉES.—Un nommé Chas. Rains a été arrêté avant hier soir par l'officier William sur l'accusation d'avoir en sa possession des marchandises de valeur, supposées être une partie de celles récemme nt volées chez M. Webb.

VOLS.—Estelle Hoyt est accusée par Mme Murphy de lui avoir volé une montre et une chaîne d'or et $40 en vente. Estelle servait dans la maison, mais sa réputation n'est pas excellente. On n'a pas trouvé les articles chez elle et elle affirme son innocence.

COUR DU RECORDER GASTINEL.—Mme Favrie Fabre tandisse hier matin devant la cour correctionnelle, sur l'accusation portée par James Regan d'avoir vendu des marchandises qu'elle savait volées. Le procès a été remis à huitaine et sa prison où elle attendra que son affaire soit appelée.

John Johnson a été arrêté sur un affidavit qui l'accuse d'avoir volé une boîte de cigares. L'affaire appelée devant la cour a été remise.

VOL.—On a pris dimanche, dans la nuit, chez M. E. H. Pepple, rue du Camp, quelques pièces d'argenterie et $30 en billets. Les voleurs ont exécuté leur soustraction si habilement que personne ne s'en est aperçu, excepté le matin à l'heure de déjeuner. On a vu que les fourchettes et les cuillers manquaient.

UN FUGITIF—La police a arrêté lundi, un nommé Alphonse Clemanti, accusé d'avoir fait une des paroisses de la campagne où l'on dit qu'il a réussi assez bien en banque. On dit que c'est un homme déterminé et son arrestation n'a pas été accueillie avec une grande joie par quelques uns de ses camarades. Il restera en prison jusqu'à ce qu'il soit réclamé par la paroisse qu'il a plumée en malfaiteur.

AFFAIRE MOUREY.—L'affaire de M. F. Mourey, qui devait être instruite hier devant le recorder Becker, a été remise au 17 de courant.

A QUI LA MONTRE?—L'officier Wenger, de la police du 3ème District, a en sa possession une montre en or à double boîte, dont le maître est inconnu. Pour l'avoir, il n'a qu'à se montrer en prouvant son droit.

TROUVÉ FLOTTANT.—Un corps, portant des marques de violence, a été trouvé flottant sur le fleuve et a été remorqué du côté d'Algier. Une enquête sera faite.

CONSEIL MUNICIPAL.

ALDERMEN.—Une résolution des assistants, qui accorde à Wm. Thiel le privilège de construire des maisons à bains sur la batture de la rue de Bienville a été adoptée.

Une résolution pour nettoyer les fossés de l'Avenue Lafayette a été finalement adoptée.

Une résolution autorisant le contrôleur à vendre, après deux jours d'avis, plusieurs centaines de chaises appartenant à la ville qui obligée les conseils de ville de la Nouvelle-Orléans, de Carrollton, de Jefferson et autres municipalités, à pourvoir au maintien et à l'entretien de la police établie par la Législature. Il est évident qu'un refus de la part de ces corporations ou de leurs habitants d'imposer ce pouvoir tant à l'entretien de la police, qu'à celui de l'armée, forcerait le gouvernement à une "retire morte" sur le régistre des entités, et que, si le peuple entier de l'Etat adoptait ce mode de résistance nous serions bien vite débarrassés de cet infâme gouvernement de "carpet-baggers" qui fait la honte de la population blanche de l'Etat. Le bill de milice, les lois égalitaires des écoles et toute cette législation agressive et humiliante, pour notre propre et notre honneur, deviendraient, d'ambiés, d'une exécution impossible—et c'est là un résultat que nous devons ardemment désirer.

Nous, le peuple de la paroisse St Martin, la paroisse *blanche, par excellence*, de l'Etat, quoiqu'elle n'en soit pas fort volontairement, avant et pendant la guerre, sommes maintenant disposés à ne pas payer nos taxes d'Etat, et à couper ainsi les vivres qui doivent infailliblement nourrir la vermine des radicaux. Mais, sauf l'action d'un principe, notre action n'aurait aucun résultat pratique, et ces mesures n'atteint adoptées que dans quelques parties isolées de l'Etat. Ce que la nécessité du moment exige, et ce qui ne manquera pas de jeter la consternation dans le cœur et la poche des radicaux et des fonctionnaires nègres, c'est une mesure concertée et unanime du peuple de la Louisiane et de tout le Sud, et faire ne peut, de refuser de payer une taxe inconstitutionnel illégale et inconstitutionnelle et qui ne sert qu'à river les fers qu'on lui a mises.

Que ce système d'action soit vigoureusement défendu dans vos colonnes, avec un style énergique qui fait vibrer la corde du bon sens et de la raison dans le cœur des masses—quelque ne soit pas une simple note accompagné de bonnes raisons que vous leur donniez une fois pour ne plus en parler, mais répétez-le encore et encore, jusqu'à ce que vous ayiez acquis la conviction qu'elles sont trop lâches pour agir, et abîtient le sort qu'on leur impose. Mais ce dernier résultat n'est pas à craindre, et je sens certain que vos appels trouveront un écho dans le cœur de tous.

C'est le seul mode de révolution pacifique que nous assigne l'histoire. Méditez le gouvernement à l'impéraissance et à la pauvreté du lui refusant péremptoirement les subsides qu'il demande, et vous l'amenez à des concessions, et vous ne le ramenez pas. Dans le cours de notre existence nationale, le peuple anglais a marché avec ce principe, et arraché un à un à ses rois et à ses ministres, chacun de ses vieux privilèges, et obtenu de nouvelles concessions. Aujourd'hui, grâce la plus effrayante qu'on puisse faire à l'opposition d'agir.

Pas d'argent pas de saisse—Quand cet avis sera donné aux dépositaires du peuple, qu'il leur a mis dans les mains pour voté et dans les ordres, qu'il se sont décidés à le saisir et à l'exécuter, les Radicaux n'auront plus qu'à rendre les armes; nous serons immédiatement, la législature radicale, l'audacieux radical, les constitutionnels et les jugés radicaux à quatre pattes de demandant pardon. Ils n'ont l'ancien moyen pour forcer le peuple à payer les taxes qu'ils soutiennent au pouvoir, et si la question était portée devant une cour compétente, il n'y a pas l'ombre d'un doute que la position des contribuables serait soutenue. Le gouvernement actuel n'écroulerait, et il ne resterait plus à la population blanche, entre les chaînes de l'Etat de la Louisiane et de Sud qu'à reconstruire leurs Etats, sur les bases de la Constitution de 1789 et à envoyer des Sénateurs et des Représentants au Congrès où ils seront accueillis.

Voilà notre seule planche de salut—Il est bon de compter sur les anciens conservateurs du Nord, mais il vaut mieux compter sur nous mêmes, et être les propres artisans de notre fortune. De cette façon l'ouvre sera plus solide et faite de meilleurs matériaux. Chaque fois que les intérêts de l'Etat seront conservateurs du Nord sont un jeu et ne viennent pas en conflit avec les nôtres, nous pouvons sûrement, et il est de bonne politique de le faire, les laisser décider des questions du moment, parce qu'alors nous bénéficions du résultat sans éveiller sa jalousie et sa crainte de nous voir regagner notre ancien ascendant. Mais quand nous sommes les seuls intéressés, il y aurait folie de laisser à d'autres le soin infiniment délicat de nos affaires et d'agir en parfait d'autrui dans ces magasins. La mesure a eu bon effet.

Que la presse se charge donc d'instruire le peuple sur le moyen qu'il doit employer à cet effet, et aujourd'hui il y a environ trente ans, a eu se conquérir par son énergie, son intelligence et sa probité à toute épreuve une haute position politique et personnelle, et il est aujourd'hui à la tête d'un des plus grands établissements du Sud-Ouest. M. Edwards est complètement identifié avec la Nouvelle-Orléans, où il possède de nombreuses propriétés, et les offices de la Compagnie Nationale de Télégraphe ne pouvaient être mises en de meilleures mains. M. D. Webster, son associé pour la même affaire, est également un ancien résidant bien connu de tout le haut commerce orléanais.

L'ENREGISTREMENT DES ELECTEURS.—Nous publierons dans un de nos plus prochains numéros le texte du bill d'enregistrement récommandé voté par la Législature. Ce bill contient le texte des conditions à remplir et des serments de toute espèce à prêter pour être électeur. La Convention d'Etat, qui se réunit le 20, devra tracer à ce sujet une ligne de conduite à tous les citoyens et décider si ceux-ci doivent prendre le serment de palinodie dans le cas où cela est nécessaire pour qu'ils puissent exercer leur droit de vote.

SPIRIT OF 68.—Le Club *Democratic Spirit of 68* se réunira ce soir, à 7 1/2 heures, rue des Bons-Enfants, entre Champs-Elysées et Marigny. On compte sur l'exactitude des membres. Voir plus loin l'annonce de convocation.

BELMONT LEGION.—Ce club est réuni ce soir, à 7 heures et demie, à l'Hôtel St-Louis. Il sera harangué par l'honorable J. B. Eustis.

DÉSINFECTANTS POUR CLARIFIER LE SUCRE, ET PRODUITS CHIMIQUES.—La maison Kearny, Blois & Co, 62, rue des Magasins, vient de recevoir une quantité de chaux du cap Ste-Geneviève, et du charbon à clarifier le sucre, ainsi que des produits employés à la même époque. On trouvera également dans ce magasin tous les produits utiles aux habitants sucriers ou cotonniers. Voir l'annonce.

LOUISIANE.

De tous côtés les démocrates s'organisent dans les paroisses, et ils s'occupent activement d'éclairer les affranchis sur les questions politiques du jour. La propagande prend une grande extension et promet d'éclaircir rapidement les rangs du parti radical.

Dimanche dernier il y a eu lieu à la maison de Coar de St-Jacques une réunion d'électeurs sans distinction de couleur. La fonte a été harangués par le colonel Alfred Roman, dont l'argumentation serrée a fait naître une vive impression sur son auditoire. Un homme de couleur nommé Johnson, qui l'année dernière était l'âme du parti radical dans la paroisse et qui est aujourd'hui converti à la démocratie, a pris ensuite la parole. Ce meeting a été suivi par un meeting radical. La lutte est engagée entre les deux partis avec la plus grande énergie, et on prédit que dans quelques jours de terrain.

Voici le compte-rendu d'un autre meeting qui a eu lieu le même jour dans une paroisse voisine. Il nous est communiqué par M. Ch. Lonque qui était présent à la réunion.

Dimanche dernier 6 septembre, à 4 heures P. M. a eu lieu dans la paroisse St Jean-Baptiste, un assemblée démocratique. Quelques coups de canon en ont annoncé l'ouverture. Environ trois ou quatre cents personnes, parmi les quelles on remarquait un petit nombre de gens de couleur, y ont assisté. M. B. S. Labranche a présidé le meeting et a présenté MM. Gentil et Poché qui ont harangué l'assemblée.

Les orateurs démocrates ont successivement fait valoir les raisons pour lesquelles les gens de couleur doivent abandonner le parti radical et se démocratiser et accorder leur vote à ce parti. Des résolutions approuvant les nominations de Seymour et Blair ont été unanimement adoptées.

Après l'ajournement de ce meeting, les radicaux qui s'y étaient joints, se sont retirés chez M. Vigo pour prendre le thé. Là, M. Vigo, juge de la paroisse St Jacques, et Richard Blue, homme de couleur de la paroisse St Jean Baptiste, qui s'étaient rendus à la réunion démocratique, ont harangué les orateurs démocrates. M. Oubre a montré peu d'éloquence, ce qui n'a surpris personne. Quant au *preacher* Richard, après avoir publiquement accordé son approbation à la politique radicale, il a dit que ne pouvant faire la distinction entre le mot Radical et le mot Démocrate, il s'en tenait à voter pour le parti parce que le juge de ce candidat lui paraissait plus *prounittant* que celui de Seymour. Le meeting après avoir écouté cet *intelligent preacher* a été dissous. Nous pouvons toutefois dire que le parti Démocrate a fait des progrès dans la paroisse St Jean-Baptiste et qu'il n'y a pas de reconnaissance, une majorité démocratique peut y être obtenue.

Un club démocratique a aussi été formé, sous le nom de Seymour & Blair Club, composé de tous les blancs de la paroisse.

Le refus de l'impôt.

Nous recevons d'un contribuable de St Martinville une communication importante au sujet d'une suggestion que nous faisions dernièrement dans un de nos articles, et relative au refus de l'impôt comme moyen de résister aux mesures iniques ou oppressives du gouvernement d'Etat. La question soulevée par nous et recueille avec tant de faveur par notre estimable correspondant, a déjà été discutée par quelques uns de nos confrères de la ville, et notre intention n'était pas de la laisser de côté.

Une convention d'Etat est convoquée pour la fin du mois, et nous pensons que ce sera là une occasion favorable pour arriver à un concert d'action sur cet important sujet. Nous nous réservons donc de le traiter, à cette époque, avec tous les développements qu'il comporte. En attendant, nos amis des paroisses ne doivent pas perdre de vue qu'il faut patienter et garder du temps jusqu'à l'élection présidentielle. c'est là un point capital.

St.-Martinville, 1er septembre 1868.

M. l'Editeur,

Il y a quelques jours, la partie française de l'*Abeille* de la Nouvelle-Orléans contenait un article très habile, auquel la presse qui y général n'a pas accordé le tribut d'attention qu'il méritait. Exposant les mesures outrageantes de l'administration radicale, il conseillait au peuple un système de résistance des plus efficaces, en refusant de payer les impôt. Le bill de la Police Métropolitaine, récemment mis en usage qui oblige les conseils de ville de la Nouvelle-Orléans, de Carrollton, de Jefferson et autres municipalités, à pourvoir au maintien et à l'entretien de la police établie par la Législature. Il est évident qu'un refus de la part de ces corporations ou de leurs habitants d'imposer ce pouvoir tant à l'entretien de la police, qu'à celui de l'armée, forcerait le gouvernement à une "retire morte" sur le régistre des entités, et que, si le peuple entier de l'Etat adoptait ce mode de résistance nous serions bien vite débarrassés de cet infâme gouvernement de "carpet-baggers" qui fait la honte de la population blanche de l'Etat. Le bill de milice, les lois égalitaires des écoles et toute cette législation agressive et humiliante, pour notre propre et notre honneur, deviendraient, d'ambiés, d'une exécution impossible—et c'est là un résultat que nous devons ardemment désirer.

Nous, le peuple de la paroisse St Martin, la paroisse *blanche, par excellence*, de l'Etat, quoiqu'elle n'en soit pas fort volontairement, avant et pendant la guerre, sommes maintenant disposés à ne pas payer nos taxes d'Etat, et à couper ainsi les vivres qui doivent infailliblement nourrir la vermine des radicaux. Mais, sauf l'action d'un principe, notre action n'aurait aucun résultat pratique, et ces mesures n'atteint adoptées que dans quelques parties isolées de l'Etat. Ce que la nécessité du moment exige, et ce qui ne manquera pas de jeter la consternation dans le cœur et la poche des radicaux et des fonctionnaires nègres, c'est une mesure concertée et unanime du peuple de la Louisiane et de tout le Sud, et faire ne peut, de refuser de payer une taxe inconstitutionnel illégale et inconstitutionnelle et qui ne sert qu'à river les fers qu'on lui a mises.

Que ce système d'action soit vigoureusement défendu dans vos colonnes, avec un style énergique qui fait vibrer la corde du bon sens et de la raison dans le cœur des masses—quelque ne soit pas une simple note accompagné de bonnes raisons que vous leur donniez une fois pour ne plus en parler, mais répétez-le encore et encore, jusqu'à ce que vous ayiez acquis la conviction qu'elles sont trop lâches pour agir, et abîtient le sort qu'on leur impose. Mais ce dernier résultat n'est pas à craindre, et je sens certain que vos appels trouveront un écho dans le cœur de tous.

C'est le seul mode de révolution pacifique que nous assigne l'histoire. Méditez le gouvernement à l'impéraissance et à la pauvreté du lui refusant péremptoirement les subsides qu'il demande, et vous l'amenez à des concessions, et vous ne le ramenez pas. Dans le cours de notre existence nationale, le peuple anglais a marché avec ce principe, et arraché un à un à ses rois et à ses ministres, chacun de ses vieux privilèges, et obtenu de nouvelles concessions. Aujourd'hui, grâce la plus effrayante qu'on puisse faire à l'opposition d'agir.

Pas d'argent pas de saisse—Quand cet avis sera donné aux dépositaires du peuple, qu'il leur a mis dans les mains pour voté et dans les ordres, qu'il se sont décidés à le saisir et à l'exécuter, les Radicaux n'auront plus qu'à rendre les armes; nous serons immédiatement, la législature radicale, l'audacieux radical, les constitutionnels et les jugés radicaux à quatre pattes de demandant pardon. Ils n'ont l'ancien moyen pour forcer le peuple à payer les taxes qu'ils soutiennent au pouvoir, et si la question était portée devant une cour compétente, il n'y a pas l'ombre d'un doute que la position des contribuables serait soutenue. Le gouvernement actuel n'écroulerait, et il ne resterait plus à la population blanche, entre les chaînes de l'Etat de la Louisiane et de Sud qu'à reconstruire leurs Etats, sur les bases de la Constitution de 1789 et à envoyer des Sénateurs et des Représentants au Congrès où ils seront accueillis.

Voilà notre seule planche de salut—Il est bon de compter sur les anciens conservateurs du Nord, mais il v